



PRÉAMBULE

Pourquoi une CAMPAGNE DiEM25 sur la question israélo-palestinienne ?

DiEM25 est un mouvement paneuropéen internationaliste et transnational qui s'engage à promouvoir les principes énoncés dans son Manifeste, à l'intérieur et en dehors de l'Union européenne.

DiEM25 a des membres en Israël et en Palestine occupée, ainsi que des membres en Europe et ailleurs qui ressentent une immense empathie pour les longues souffrances des populations de la Palestine historique, Juifs, Palestiniens et minorités ayant vécu dans ce pays pendant des siècles.

Au moment où la politique et les responsables de l'UE font partie intégrante des problèmes du Proche-Orient, et que celui-ci s'embrase une fois de plus, DiEM25 est contraint de prendre une position sur la question israélo-palestinienne et de faire vigoureusement campagne pour la défendre.

Le texte proposé ci-dessous, et soumis au vote de tous les membres, comprend **quatre** parties.

La **partie 1** rappelle les **faits** constatés sur le terrain depuis les défunts accords d'Oslo.

La **partie 2** établit les **droits fondamentaux** qui doivent être garantis à tous les habitants de la Palestine historique.

La **partie 3** présente la **vision** de DiEM25 pour assurer un avenir démocratique et pacifique aux Juifs et aux Palestiniens, vision pour laquelle DiEM25 s'engage à faire campagne dans toute l'Europe et au-delà.

La **partie 4** présente les **mesures immédiates** pour lesquelles DiEM25 va faire campagne, afin de pousser les gouvernements européens et l'Union européenne à les adopter.

PROPOSITION DE TEXTE SOUMISE AU VOTE DE TOUS LES MEMBRES DE DiEM25 (OPTION 1)

Partie 1: LES FAITS

1. Dès la signature des accords d'Oslo et jusqu'à aujourd'hui, Benjamin Netanyahu et ses alliés ont mis en œuvre une stratégie dont le but était de mettre fin à tout processus de paix significatif. Ce but a été atteint il y a déjà longtemps.
2. Depuis les accords d'Oslo, l'État d'Israël a :
 - a. massivement et illégalement étendu ses implantations dans les zones qui devaient revenir à l'État palestinien, avec pour résultat l'installation de centaines de milliers de colons, qui sont maintenant bien implantés sur des terres palestiniennes occupées ;
 - b. utilisé l'armée israélienne, ainsi que des architectes, des ingénieurs en génie civil, des constructeurs de routes et des urbanistes, dans le cadre d'un projet bien planifié d'établissement d'un **État d'apartheid** (ceci étant confirmé par l'organisation israélienne B'Tselem qui lutte pour les droits humains et, plus récemment, par Human Rights Watch) ;
 - c. introduit en 2018 une législation qui a officialisé le statut des Palestiniens comme citoyens israéliens de seconde zone ;
 - d. humilié ou assassiné les partenaires palestiniens potentiels pour la paix, tout en sapant et détruisant constamment les alternatives démocratiques et séculières.
3. Aujourd'hui, une solution à deux États :
 - a. soit aboutirait à un État palestinien non viable, qui ressemblerait à un archipel de bantoustans communiquant difficilement entre eux, pendant que les Palestiniens vivant en Israël resteraient des citoyens de seconde zone dans un État juif ;
 - b. soit nécessiterait l'évacuation par la force de centaines de milliers de colons installés en Cisjordanie, tandis que les Palestiniens vivant actuellement en Israël devraient choisir entre rejoindre le nouvel État de Palestine ou rester – en tant que citoyens de seconde zone – dans un État juif.
4. Concernant les points 2 et 3 exposés ci-dessus, l'objectif de Benjamin Netanyahu et de ses alliés a été entièrement atteint : il est maintenant devenu *impossible* d'imaginer la coexistence pacifique de deux États souverains et viables, chacun n'appliquant aucune discrimination et garantissant les mêmes droits civiques à tous ses citoyens, États dont l'avènement aurait été obtenu sans violation systémique des droits humains fondamentaux, donc sans échanges de populations, ni opérations de purification ethnique.

Partie 2 : LES DROITS FONDAMENTAUX DES JUIFS ET DES PALESTINIENS

- A. Le territoire de la Palestine historique doit être un pays sûr et pacifique, aussi bien pour les Juifs que pour les Palestiniens.
- B. Les membres des deux diasporas, juive et palestinienne, doivent conserver leur droit au retour.

- C. Les Juifs et les Palestiniens doivent jouir des mêmes droits en matière de liberté, sécurité, non-coercition, non-discrimination et liberté d'association. Ils doivent pouvoir être également fiers de leur identité et de leur appartenance nationale.

Partie 3 : LA POSITION DE DiEM25

Les mesures à court terme pour lesquelles DiEM25 fait campagne :

- **La fin immédiate de l'occupation par Israël de Jérusalem-Est et de la Cisjordanie, ainsi que du blocus de Gaza**
- **L'arrêt immédiat de la politique et démantèlement des institutions d'apartheid dont Israël est responsable**, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières d'avant 1967
- **L'application immédiate du droit au retour des réfugiés palestiniens** (Résolution 194 de l'Assemblée générale des Nations unies)
- **La reconnaissance immédiate par l'Union européenne de l'État de Palestine**, afin que les négociateurs israéliens et palestiniens jouissent d'un statut égal au regard du droit international
- **L'embargo immédiat sur les ventes d'armes**, les transferts de technologie et les opérations de maintenance vers et depuis Israël
- **La dissolution immédiate de toutes les alliances militaires** et de tous les traités conclus par des États membres de l'UE avec Israël
- **La cessation immédiate de tout commerce avec les colonies israéliennes** implantées dans les Territoires occupés
- **La dénucléarisation** immédiate de tous les États et entités du Proche-Orient
- **L'arrêt de l'interventionnisme des puissances étrangères** : celles-ci ont traditionnellement attisé les braises du conflit ; de ce fait, ni les États-Unis en particulier, ni l'Union européenne n'ont de légitimité à être des intermédiaires impartiaux. Les progressistes israéliens et palestiniens doivent maintenant prendre en charge les démarches qui s'imposent, avec le soutien des progressistes du monde entier

Vision à long terme :

Conformément à ses **principes internationalistes et humanistes de non-discrimination, égalité juridique, diversité et liberté de déplacement**, DiEM25 pense que la seule solution à long terme est que les progressistes des deux camps, Israéliens et Palestiniens, travaillent ensemble pour établir **sur le territoire de la Palestine historique un État unique, démocratique et séculier destiné aux Juifs et aux Palestiniens.**

Cet État unique, démocratique et séculier, que nous soutenons et envisageons, doit être :

- la patrie des Juifs et des Palestiniens ;
- un pays dans lequel tous les Juifs et Palestiniens chassés en 1948 et ultérieurement, ainsi que leurs descendants, auront un droit égal de revenir ;
- fondé sur une Constitution démocratique et non-discriminatoire rédigée par une Assemblée constituante composée conjointement de Juifs et de Palestiniens, qui serait

soutenue par la communauté internationale à travers l'ONU et au moyen de ressources dédiées mises à disposition par l'UE, les États-Unis, la Russie et la Chine ;

- une force de bonté et de paix au Proche-Orient et au Moyen-Orient, catalysant la fin des divers conflits régionaux, délégitimant les régimes oppressifs et soutenant une coopération régionale économique, sociale et culturelle accrue.

Note : DiEM25 n'est arrivé à ce point de vue que parce que la réalité de terrain, dont l'État d'Israël est responsable, est telle que, actuellement, *toute* solution viable à deux États impliquerait des échanges de population et/ou la pérennisation de l'apartheid, qui sont deux politiques incompatibles avec les principes fondateurs de DiEM25.

RÉSUMÉ

DiEM25 reconnaît et respecte l'aspiration des Palestiniens à posséder leur propre État et celle des Juifs à posséder un État juif. Mais, pendant les dernières décennies, le processus de paix qui aurait pu aboutir à une solution à deux États a été intentionnellement entravé, puis démantelé, et aucun retour en arrière n'est maintenant possible. Désormais, toute tentative d'établir deux États séparés impliquerait des déplacements massifs – et vraisemblablement violents – de populations et/ou la légalisation d'une forme d'apartheid.

Les humanistes progressistes, confrontés à cet état de fait, doivent se battre pour mettre fin à la politique d'apartheid mise en œuvre avec une brutale efficacité par l'État d'Israël, pour mettre fin aux combats, et pour l'avènement d'une entité démocratique dans laquelle Juifs et Palestiniens pourraient vivre à l'abri de la peur et de la coercition. Pour construire l'unique alternative possible aux différents aparthéids, c'est-à-dire un ÉTAT UNIQUE, DÉMOCRATIQUE ET SÉCULIER, la première étape doit inclure la reconnaissance de l'État de Palestine, ainsi que le droit pour tous les Palestiniens et Juifs de vivre et de revenir en Palestine historique.